

Point presse du Président de la République dans le cadre de son déplacement au Proche et Moyen-Orient.

Emmanuel Macron

Je souhaitais faire un point rapide avec vous toutes et vous tous. D'abord, je veux ici exprimer les condoléances de la Nation après l'accident de Mirage 2000-D que nous avons eu en France hier soir tard. Nous avons retrouvé malheureusement le pilote qui est décédé. Je veux ici adresser à sa famille, à ses proches et à l'ensemble de ses frères d'armes les condoléances de la Nation. Et le navigateur est aujourd'hui recherché.

Je voulais ensuite dire quelques mots de ce déplacement de travail que nous venons d'effectuer et que nous sommes en train de terminer dans la région. Évidemment, la région où nous sommes, celle du Golfe, a été particulièrement déstabilisée ces derniers mois par la guerre qui a commencé dès le 28 février dernier et qui a conduit à des répliques de l'Iran, à la fermeture du détroit d'Ormuz et à la déstabilisation de toute la région, de la sécurité des pays et de nos économies, avec un impact que nous connaissons et qui touche directement nos compatriotes depuis plusieurs mois et qui s'est détérioré à la fin de l'été avec des conditions encore plus dures sur le plan sécuritaire.

L'objectif de cette visite, qui était programmée depuis plusieurs semaines, était multiple, mais dans un contexte où la France, depuis le premier jour, d'abord a été une puissance de paix et de stabilité. Nous avons dit dès le premier jour que ça n'était pas notre guerre, que nous n'avions pas pris cette décision et que nous considérons que la paix et la stabilité de la région étaient prioritaires, même si nous avons toujours été clairs aussi en disant que nous sommes résolument contre toute forme d'activité nucléaire en Iran. Et la deuxième chose, c'est que nous avons été aux côtés de ces pays pour, dès le premier jour, contribuer à leur sécurité.

Le premier objectif, c'était de poursuivre le travail que nous conduisons avec nos équipes sur les négociations qui sont en cours avec l'Iran. Il y a différents canaux de négociations qui existent, entre l'Iran et les États-Unis, avec aussi d'autres pays, pour apaiser la situation. C'est le premier objectif diplomatique.

La deuxième chose, c'est qu'évidemment, personne ne sait comment tout ça va évoluer dans les semaines et les mois qui viennent. Et donc, compte tenu du rôle que la France a joué, de la confiance qui s'est établie, c'est aussi de pouvoir garantir des volumes sur des catégories d'hydrocarbures où nous sommes dépendants et on sait que les prochains mois, il y avait un risque. La priorité, c'est le diesel et l'autre, c'est le gaz. Et c'est ce qui a été fait, principalement auprès de l'Arabie saoudite, comme vous le savez, ces dernières semaines, mais là, à Bahreïn et aux Émirats arabes unis pour ce qui est du diesel, et ici, au Qatar, pour ce qui est du gaz liquéfié. Et les engagements que nous avons obtenus sont importants pour nous, à la fois pour éviter, justement, toute difficulté que nous pourrions avoir avec un impact direct sur nos compatriotes et sur notre économie, mais aussi pour continuer de mettre en œuvre la politique aussi qu'on a depuis plusieurs semaines, qui permet de faire baisser la tension sur les prix. Je rappelle que la France a été à l'initiative de la réunion du G7, qui a conduit à libérer des stocks stratégiques et qui, par la mise en œuvre nationale, va permettre, à partir de début novembre, de faire baisser les prix, toutes choses égales, par ailleurs.

Troisième élément, c'est qu'on a enclenché des discussions aussi pour aider à la sécurisation de certains de ces bateaux les plus sensibles.

Quatrièmement, la grande difficulté du moment, c'est le coût de transport. Ils ont été multipliés par dix. Et donc, on a proposé de structurer un mécanisme de garantie aux grands fonds de la région. C'est ce que nous allons travailler dans les prochains jours et prochaines semaines pour baisser ces coûts de transport qui sont liés au fait qu'il manque de bateaux pour venir, parce que trop peu sont assurés. Il y a aujourd'hui quelques bateaux qui sont spécialisés dans les allers-retours jusqu'au détroit d'Ormuz, puis des transbordements. Et donc, la chaîne logistique est complètement détruite par ce coût du transport et l'absence de garantie et d'assurance. Et donc, c'est le mécanisme que nous avons lancé dans le droit fil de l'initiative que nous avons prise dès le mois d'avril dernier par cette coalition internationale.

Le dernier aspect sur lequel nous travaillons avec les pays de la région, c'est la diversification des infrastructures. C'est aussi le sens de ce que j'avais fait il y a quelques semaines en Irak ou en Syrie, enfin, avec le Premier ministre irakien se rendant à Paris et en Syrie, c'est de pouvoir réduire nos dépendances à Ormuz. Au total, pour moi, les objectifs sont atteints, puisqu'on a obtenu des garanties sur les volumes où il y avait des incertitudes qui pouvaient préexister, ce qui me permet de dire ici que tout ça nous conforte pour les mois à venir et va permettre d'avoir des conditions bien meilleures pour nos compatriotes et en tout cas, d'éviter les manques qui étaient envisagés par certains opérateurs.

Mon dernier point, c'est de dire qu'au-delà de ces discussions, nous avons évidemment des intérêts en matière de défense et que nous avons pu, par ce déplacement, consolider la relation de défense avec les Émirats arabes unis, où un accord important a été signé, un accord intergouvernemental et un ensemble d'accords pour avoir une stratégie commune sur la cinquième génération de Rafale. Et ici, une série d'accords au Qatar ont été conclus aussi sur la montée en gamme des Rafale qui sont ici existants et, ce matin, sur les véhicules blindés du véhicule blindé de combat d'infanterie, qui est aussi un prospect important. Il y en a d'autres, mais je ne détaillerai pas par souci de temps. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Vous êtes venu ici pour, notamment, récupérer des hydrocarbures pour les Français. Quelque part, en échange du soutien militaire de la France, est-ce qu'on peut parler d'une sorte de renvoi d'ascenseur par ces pays ici ? Et est-ce que vous pensez que ces annonces sur la fourniture en hydrocarbures sont de nature à calmer la colère sociale en France ?

Emmanuel Macron

D'abord, je pense que c'était important. Et en effet, quand la confiance est établie, quand on a montré qu'on était là en temps difficile, il est plus simple d'avoir de la visibilité. Et donc, j'ai eu des partenaires qui ont compris qu'en tant que clients que nous sommes, que consommateurs, on en a besoin.

Je veux insister ici pour dire que cette stratégie, elle s'articule avec aussi celle que nous avons à la maison et depuis plusieurs années, qui est une stratégie de réduction de ces dépendances. C'est tout ce qu'on a lancé ces dernières années, le plan d'électrification, ce qu'on a fait sur le véhicule automobile. En 2017, il y avait moins de 5 % des véhicules automobiles vendus qui étaient électriques. En septembre, il y avait plus de 40 %. Donc cette stratégie aussi, progressivement, on réduit nos dépendances, mais nous en avons encore. Et donc, c'est utile, dans cette période, d'avoir été des partenaires de confiance qui ont aidé à la sécurité et la stabilité. Et en effet, je crois que nos compatriotes vont en avoir le juste retour, et c'est normal, par les choix qui ont été faits par les pays de la région. Je pense que c'est un des aspects de la crise.

Après, je suis très humble et très prudent, parce que nul ne sait dire comment, dans les jours, les semaines qui viennent, les choses vont évoluer. Je dirais que si les conditions ne changent pas, ça va améliorer les choses, mais s'il y a à nouveau un conflit qui repart, s'il y a à nouveau de la tension, donc il faut rester extrêmement prudent. On a aussi pris des décisions nationales qui, à partir de début novembre, vont avoir un impact sur les prix à la pompe. Je pense que c'est tout ça est de nature à aider. On fait tout ce qu'on peut. On a libéré les stocks stratégiques, on a organisé la libération de ces stocks stratégiques entre TotalEnergies et nos distributeurs pour qu'il y ait des baisses des prix à la pompe. On vient chercher les volumes qui sont disponibles, on les sécurise, on fait tout ce qu'on peut et on aide à faire accoucher la paix.

Néanmoins, il y a beaucoup de contingences et d'incertitudes qui demeurent, et il faut avoir l'humilité de les regarder. Donc tout ça va dans le bon sens. C'est une partie des angoisses. J'entends aussi l'inquiétude de nos lycéens, nos étudiants, elle a d'autres ressorts. Mais en tout cas, je pense que ça va dans la bonne direction avec cet outil.

Journaliste

Craignez-vous une reprise imminente de la guerre entre les États-Unis et l'Iran ? Est-ce que vous êtes venu au Qatar avec une proposition française concrète pour la médiation qatarie pour empêcher cette reprise ?

Emmanuel Macron

Alors, je pense que... Je ne prendrai pas ici de pari, parce qu'il y a eu beaucoup d'incertitudes et des choix qui ont été pris par les uns et les autres que je ne commenterai pas. Nous n'avons jamais cessé le contact, et avec, évidemment, les États-Unis d'Amérique, qui sont nos alliés, et avec le président Pezeshkian. On a essayé de multiplier les canaux de discussion, d'appeler au calme et à la désescalade. On a fait des propositions aussi, vous le savez, pour rouvrir le détroit d'Ormuz dans les eaux internationales et les eaux omanaises. Cette proposition reste valable et valide, et on en a longuement parlé.

Il y a eu une médiation, en effet, qui a été faite par le Qatar. Je pense qu'elle est très importante et elle va dans la bonne direction. On a parlé très longuement des détails et des évolutions, et je pense que les prochaines heures, les prochains jours vont nous permettre d'avoir le retour, en particulier de l'Iran. Et c'est en fonction de ce retour qu'on pourra voir. Je pense qu'on est dans une période, nul ne l'ignore, qui, malgré tout, peut conduire à des tensions, des élections en Israël, des élections de midterms aux États-Unis. Et donc, dans cette période, il faut redoubler d'initiatives et d'efforts pour éviter que ces tensions ne deviennent une reprise des conflits.

Journaliste

Avec le Qatar, le Premier ministre a annoncé récemment leur volonté de créer un *hub* régional de production d'armements. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus ? Comment est-ce que la France pourrait s'intégrer dans ce processus-là ? Est-ce que, sur le gaz naturel liquéfié aussi, vous avez obtenu différentes choses ? Ou sur la sécurisation en matière de défense aérienne, est-ce qu'on peut en savoir un peu plus ?

Emmanuel Macron

Alors, nous sommes des partenaires de défense du Qatar, comme vous le savez, et nous avons plusieurs coopérations et contributions qui sont importantes, qui sont solides, qui ont montré leur solidité durant cette période, où nous avons d'ailleurs transféré, dès le début du conflit, des capacités de défense sol-air qui ont été efficaces et qui ont été utilisées par nos partenaires au Qatar. Et ça a été reconnu par l'Émir hier. Donc là-dessus, on continue cette relation. Elle se consolide. Elle va se consolider par une montée en gamme des capacités aériennes du Qatar que nous allons accompagner, avec une nouvelle génération de Rafale. Elle va s'accompagner par ce que nous avons enclenché en matière d'armement terrestre, avec les véhicules blindés. Elle va aussi se poursuivre par des discussions qu'on a entamées sur d'autres capacités de défense sol-air. Donc là-dessus, entre autres, exactement, des radars et des systèmes de défense. Donc ça, on va continuer d'avancer. Tous les pays de la région cherchent à avoir plus d'autonomie et à développer leur propre capacité de défense. Nous sommes des partenaires depuis plusieurs années. Cette relation, y compris avant le mois de février dernier, s'était déjà beaucoup renforcée. Elle va se consolider.

Sur la partie gazière, oui, nous avons sécurisé, durant la période hivernale, l'équivalent de 2 térawattheures par mois de gaz naturel liquéfié, ce qui était important pour nous et ce qui va nous permettre, là-dessus, d'avancer.

Journaliste

Concernant les attaques des houthis contre l'Arabie saoudite, quelle forme de soutien la France apporte-t-elle à Riyad ? Comment voyez-vous la situation sécuritaire en mer Rouge et dans le détroit d'Ormuz ?

Journaliste

L'Angleterre envoie des avions de combat pour défendre l'Arabie saoudite, et je me demandais si vous pouviez détailler concrètement l'aide française apportée en ce moment.

Emmanuel Macron

Oui. D'abord, je pense qu'il est important aussi qu'il y ait des discussions qui reprennent avec les Houthis et qu'évidemment, la tension baisse, parce que ça va dans le même sens. Nous, ce que nous avons dit, c'est qu'évidemment, nous sommes aux côtés de la sécurité et de la défense de l'Arabie saoudite. Ça rejoint aussi ce que j'expliquais tout à l'heure. L'Arabie saoudite a un *pipeline* qui est très important, qui va du golfe Persique à la mer Rouge et qui débouche à Yanbu. Il y a plusieurs capacités qui ont été détruites par les tirs Houthis. Nous avons proposé de participer à la réhabilitation. Et surtout, à la sécurisation de ce site. Donc, depuis huit jours maintenant, on a des effectifs qui sont déployés, des capacités qui sont déployées. On avance avec l'Arabie saoudite en ce sens. Donc, nous avons une participation défensive.

Journaliste

Monsieur le Président, avez-vous évoqué la situation au Liban avec l'émir du Qatar, surtout que le Qatar a fait une médiation au Liban ? Et est-ce que vous allez envoyer des forces après le départ de la FINUL avec l'Italie pour ce Liban ?

Emmanuel Macron

Merci de cette question. Le Liban est pour nous, comme vous le savez, toujours très important. Il y a quelques semaines, le Président Aoun était là. On a eu une réunion de travail avec le président Aoun et le roi de Jordanie. Il y a en effet eu une visite du Premier ministre au Liban il y a quelques jours.

Je crois que tout le monde constate aujourd'hui la situation intenable dans laquelle se trouve le Liban, avec une tension très forte qui se poursuit, le sud du Litani qui est occupé par l'armée israélienne, des demandes qui sont faites, une pression qui est faite sur le Liban et en fait une souveraineté qui est mise à mal, ce qui est, je dirais, la moins bonne manière de traiter de la question du Hezbollah.

Notre stratégie est simple et nous la partageons. Notre objectif, c'est la souveraineté, la stabilité du Liban et le désarmement du Hezbollah. Pour arriver à cet objectif, il faut d'une part obtenir un retrait des troupes israéliennes, desquelles s'accompagnent de mécanismes de confiance et donc de la restauration d'un mécanisme de coordination pour organiser ce retrait, comme nous avons su le faire en 2024 et 2025. La France est prête à y contribuer, le Qatar aussi, et un renforcement des forces armées libanaises qui auront en premier regard la responsabilité, la restauration de cette souveraineté et à organiser en bon ordre, par aussi des discussions qui sont sous la responsabilité du Président et du Premier ministre, le désarmement du Hezbollah. Et c'est pourquoi nous allons nous coordonner aussi pour mener ce travail de soutien aux forces armées libanaises et une conférence sera mise en place dans les prochaines semaines par la France, en lien très étroit. Je pense qu'il est inutile de le faire avant les élections israéliennes, mais nous allons organiser une telle conférence parce que c'est un préalable.

À côté de ça, il y a l'avenir parce que ces forces armées libanaises, on le sait, sont soutenues par une force internationale depuis des décennies. Nous regrettons la décision qui a été prise de mettre fin au mandat. Je pense qu'une des attentes fortes qu'avait le Président Aoun en allant à Washington, c'était d'obtenir une garantie américaine qu'il y ait une poursuite. Je regrette que son souhait n'ait pas été exaucé. Je pense que c'est une erreur. Nous travaillons avec l'Italie et d'autres partenaires à d'autres forces multinationales dont nous espérons qu'elles pourront avoir un mandat des Nations unies et un soutien clair. Elles viendront, et la France sera prête à y contribuer, en soutien aux forces armées libanaises dans un cadre qui doit être clair et qui est celui d'un retrait ordonné des forces israéliennes du Sud-Liban.

Journaliste

Monsieur le Président, 24 heures après votre allocution aux Français qui a été vivement critiquée, il y a eu un nouvel appel à mobilisation sociale. Ce samedi 24 octobre, une semaine après les violences, les dégradations, les pillages, la mairie de Limoges a été incendiée. Est-ce que vous craignez le même scénario de violences ? Est-ce que vous craignez de perdre une nouvelle fois le contrôle dans le maintien de l'ordre ?

Emmanuel MACRON

Vous avez dit beaucoup de mots peut-être auxquels je ne souscris sans doute pas, qui sont des qualificatifs qui vous appartiennent, mais je vais revenir aux faits et je vais essayer de revenir sur la méthode et le calme.

Il s'est passé samedi dernier des choses inacceptables dans plusieurs villes du pays, qui nous ont tous choqués et fait mal. Je me suis exprimé dimanche soir, c'était mon rôle. J'ai constaté ce qui s'était passé et j'ai demandé des clarifications et j'ai donné une feuille de route. C'est cette feuille de route qui est appliquée. La première chose, c'est la transparence sur ce qui s'est passé le 17 octobre. Le ministre de l'Intérieur a commencé à le faire. Demain matin, je tiendrai une réunion avec l'ensemble des services de renseignement, le Premier ministre et les ministres concernés pour avoir un compte-rendu détaillé de tout ce qui s'est passé exactement.

La deuxième chose, c'est de prendre toutes mesures dès lundi matin pour pouvoir empêcher que dans les centres-villes qui ont été touchés en particulier, on ait un retour de ces scènes inacceptables. C'est ce qui est fait de manière méthodique à la suite de mes instructions. Des mesures de couvre-feu ont été prises, des interdictions de rassemblement et de regroupement, et pour ce qui est de samedi prochain, c'est ce qui sera fait. Et donc, fermeté, et nous utilisons ce qui est dans notre droit pour éviter qu'il y ait de nouveaux événements de ce type.

Et donc, dans plusieurs villes, des couvre-feux ont été mis en œuvre, ces couvre-feux sont respectés, ils sont tenus, et des regroupements et des mobilisations sont interdits. Et les gens qui veulent faire le désordre dans les centres-villes samedi prochain, ils seront empêchés de faire le désordre. Et donc, demain, nous aurons aussi un point très précis sur la mise en œuvre des dispositifs, à la fois d'anticipation de renseignement et de sécurisation, pas simplement sur samedi, mais les prochaines semaines. Et donc, c'est avec méthode ce que fait le gouvernement, conformément à ce que j'ai demandé dimanche soir.

Le troisième élément, c'est d'engager une discussion avec les organisations syndicales, ce que fait en ce moment le Premier ministre, les forces politiques, ce qu'il fera demain après-midi, pour responsabiliser tout le monde dans ce contexte. Parce qu'on a eu trop de gens ambigus. Trop de gens pour expliquer qu'il y avait des violences légitimes. Non, il n'y a aucune violence légitime. Aucune. Vous les avez interviewés, vous les avez dans vos antennes. Donc, aucune violence n'est légitime. Ni verbale, ni physique. Ni contre les biens, ni contre les personnes. Le début de la violence, c'est la justification du reste. En démocratie, il n'y a rien qui justifie la violence. Et à côté de ça, il y a évidemment le travail qui est fait, lui, pour traiter les demandes légitimes. Et en particulier, pour notre jeunesse, et donc avec les organisations lycéennes, avec les organisations étudiantes, l'ensemble des partenaires sociaux, des formations patronales, des collectivités territoriales aussi, qui ont leurs responsabilités. Elles ont, pour certaines, des responsabilités dans le bâtiment, pour ce qui est des lycées, par exemple, de mettre tout le monde autour de la table pour avoir un plan de travail, des décisions claires et pouvoir avancer. L'objectif, c'est d'entendre, de respecter les inquiétudes, les désaccords, parfois les colères qui sont là, d'en traiter les causes profondes, de le faire de manière ordonnée, mais de les séparer de la violence qui s'est exercée, à laquelle nous ne céderons rien. Donc voilà. Cette feuille de route, elle est appliquée avec méthode par le gouvernement. Les réunions de ce matin, la réunion qui se tiendra, je le disais, demain après-midi. Moi, demain matin, je tiendrai une réunion de sécurité. J'aurai l'occasion aussi d'aller aux côtés de nos forces de sécurité dès demain après-midi. Le Premier ministre verra aussi les maires. Donc nous organisons les choses conformément à ce que j'ai dit dimanche soir, avec méthode, avec calme, mais avec détermination.

Journaliste

Est-ce que vous avez des indices d'ingérence étrangère ?

Emmanuel Macron

Je vais être prudent, parce que demain, j'aurai le compte-rendu le plus explicite. Je vais vous dire à date ce que j'ai. Pour moi, il n'y a pas d'ingérence étrangère visible dans les événements qui se sont passés. Par contre, il y a une manipulation étrangère de l'information, à la suite, ça, oui, qui a donné lieu à des commentaires inacceptables autant que stupides de la part de beaucoup, y compris de dirigeants étrangers.

C'est-à-dire qu'on a vu des images d'intelligence artificielle qui ont montré des scènes qui ne se sont jamais passées en France. On a des gens qui ont expliqué qu'on avait été envahis par des hordes de migrants et d'islamistes, ce qui est totalement faux.

Journaliste

Donald Trump ?

Emmanuel MACRON

Entre autres, mais il en fait partie. Vous savez, dans ces moments-là, on voit qui aime la France et qui ne l'aime pas.

Journaliste

Donald Trump n'aime pas la France ?

Emmanuel MACRON

Force est de le constater. Tous les gens qui parlent mal de notre pays en ce moment, ce sont des gens qui n'aiment pas notre pays. Donc ces gens m'indisposent. Moi, j'aime mon pays. Donc on va corriger ce qui s'est passé. Il y a des gens qui font campagne sur le dos de la France. Quand je vois des dirigeants qui sont dans des situations de campagne dans la région ou de l'autre côté de l'Atlantique, qui, parfois avec crédulité, reprennent ce qu'il y a dans l'intelligence artificielle ou qui relaient ce qu'évidemment des sphères veulent faire croire de ce qui s'est passé en France, ils font campagne sur notre dos. Donc on n'a pas besoin de ça. On a déjà des difficultés. On les gère avec méthode, avec respect, mais aussi avec détermination et fermeté. Et on ira jusqu'au bout. On veut l'ordre, le respect et faire avancer notre pays. Mais il ne faut pas raconter n'importe quoi.

Journaliste

Monsieur le Président, justement sur la méthode. Est-ce que vous avez hésité avant de maintenir ce déplacement ici au Moyen-Orient ? Votre ancien Premier ministre, Édouard Philippe, par exemple, considère que ce n'était pas opportun, que ça n'a pas été compris par les Français. Votre prédécesseur, François Hollande, dit ce matin qu'il y a une crise d'autorité. Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui estiment que vous vous êtes dérobé à vos obligations ?

Emmanuel Macron

Écoutez, il y a beaucoup de gens pour commenter, surtout dans ces périodes. Je les laisse commenter, ce n'est pas mon travail et je ne me suis jamais prêté à cet exercice. Il y a eu des événements très sérieux le 17 octobre dernier en France. Néanmoins, ce sont des événements, heureusement, qui n'ont pas donné lieu à des victimes, à des morts. Il faut savoir toutes proportions gardées, parce qu'on l'a comparé, y compris avec des événements dans la région, on a oublié aussi ce que notre pays a vécu dans des mois précédents.

Journaliste

Il y a des victimes, les commerçants, des gens qui ont été brutalisés...

Emmanuel Macron

C'est ce que j'ai dit dès le soir même. Je parle simplement d'un bilan humain. Vous le constaterez, parce qu'il y a des pays où ça se passe, ce bilan humain. Et il faut aborder ces situations avec, je le dis, calme et détermination. Donc nous avons analysé la situation le dimanche. Il faut dire que le dimanche, je n'étais pas content de ce qui s'est passé. Donc j'ai exprimé ma forte réprobation, j'ai eu des comptes rendus qui m'ont été faits, j'ai réuni le Premier ministre et les ministres compétents, j'ai pris des décisions, donné des instructions. Je me suis exprimé dimanche soir, directement aux Français. J'ai dit exactement ce qui s'était passé. Réprobation, en effet, de ces actes inacceptables. Notre soutien aux maires qui avaient été touchés, aux services de l'État, aux commerçants, et évidemment à nos forces de sécurité intérieure, pour beaucoup qui ont été blessées. Et j'ai donné une feuille de route, c'est celle qui est appliquée.

Et en parallèle de ça, ce que nous faisons ici est important pour nos compatriotes. Donc j'ai décidé de le maintenir, d'abord parce qu'il ne doit pas y avoir de fébrilité. La main ne doit pas trembler au sommet de l'État. Ensuite, parce que nous avons besoin de ce que nous sommes en train de faire pour les Français dans les semaines et les mois qui viennent. Donc j'assume totalement d'avoir maintenu ce qui était prévu. D'abord pour l'image de la France dans cette région. Ensuite, par rapport à nos compatriotes, parce que mon devoir, c'est d'être ferme dans les décisions, qu'elles soient ensuite appliquées par le gouvernement. Le président de la République, ça n'est pas le Premier ministre, ça n'est pas les ministres, ça n'est pas les forces de sécurité intérieure. J'ai donné un cap, une instruction. Elles sont appliquées. J'ai eu deux fois par jour le Premier ministre, et le ministre de l'Intérieur également, et évidemment, mon cabinet. Et je reviendrai tout à l'heure, et les choses reprendront leur cours pour ce qui me concerne. Mais je suis dans mon rôle, je suis à ma tâche. Il y a beaucoup de gens pour commenter, il y a très peu de gens pour prendre leurs responsabilités. Moi, je les prends.

Journaliste

Est-ce que vous envisagez, est-ce que l'état d'urgence est toujours envisagé ?

Emmanuel Macron

On connaît l'état d'urgence. J'ai été élu pour la première fois sous état d'urgence. Ça avait été pris dans un contexte très particulier, qui est un contexte d'attentats avec des faits graves. Et il y a un cadre législatif qui existe et qui permet au gouvernement de prendre de telles dispositions qui permettent, en effet, de ne pas passer par la justice, mais par des décisions administratives pour suivre des individus, qui peut durer douze jours mais qui après, suppose une loi. Donc il faut, là aussi savoir raison garder. Tout ce que je vous ai dit et qui permet, d'ailleurs, de retrouver le calme depuis lundi, n'a pas besoin de l'état d'urgence. On a des dispositifs dans notre droit qui permettent à nos préfets, au regard de la situation locale, de prendre des couvre-feux, d'interdire des regroupements.

Nous avons en parallèle, évidemment, les enquêtes qui se poursuivent. Des premières décisions de justice sont tombées. Et donc, ça, nous irons au bout avec la plus grande fermeté. Donc tout ça ne requiert pas l'état d'urgence. Évidemment, si la situation est justifiée, il pourrait être pris. Mais l'objectif que nous poursuivons, c'est un retour au calme par la fermeté, par les mesures d'ordre et pour les demandes légitimes par le dialogue.

Journaliste

M. le président, au-delà des réponses sécuritaires qu'est-ce que vous avez de politique à proposer aux manifestants qui ont été, eux, pacifiques ? Quelle réponse politique vous avez alors à proposer ?

Emmanuel Macron

C'est ce que j'évoquais tout à l'heure. Il y a d'abord ce qui a été expliqué par nos lycéens. Il y a plusieurs demandes très concrètes sur les bâtiments, d'une part, sur les questions d'horaire et de remplacement, d'autre part, sur leur orientation et les dispositifs en place.

Journaliste

Vous pourriez supprimer Parcoursup ?

Emmanuel MACRON

Ne lançons pas les choses comme ça, il faudra un dispositif pour orienter une classe d'âge qui est la plus élevée depuis de nombreuses années. Et Parcoursup, sans doute, a beaucoup de choses qui sont à améliorer. Néanmoins, je me souviens, moi, il y a dix ans, d'un autre système qui était APB, où il y avait plus de jeunes qui étaient laissés sur le carreau qu'aujourd'hui, qui marchait beaucoup moins bien. Et donc, Parcoursup, il faut sans doute lui donner plus de transparence. Il faut réussir à aménager sur certains parcours les choses. Il faut donner plus d'orientation en amont.

Je pense qu'il faut entendre ce qui est dit sur l'angoisse qui existe. Je pense qu'il faut constater que c'est devenu une forme de symptôme, d'une inquiétude. Et moi, je comprends très bien cette jeunesse aussi. Et je m'arrêterai là. Donc il y a des réponses concrètes qui sont, en ce moment, en train d'être préparées par le gouvernement, qui y travaille, ils m'en rendront compte demain. Et les réunions se feront à partir du début de semaine prochaine, et il y aura tout un travail.

Mais il faut avoir aussi nos jeunes qui sont au lycée aujourd'hui. Il faut comprendre ce qu'ils ont vécu. C'est des jeunes qui ont été en classe primaire au moment des attentats, qui, au moment où ils finissaient leur primaire et rentraient au collège, ont connu le Covid, on leur a expliqué pendant deux ans qu'il fallait tout fermer, renoncer à leurs copains, parfois faire des cours à la maison pour protéger les plus âgés, qui, ensuite, ont vu le retour de la guerre en Europe, et là, les désordres, et qui, aujourd'hui, quand ils arrivent dans ces moments qu'on a tous vécus, qui sont quand même des moments inquiétants, où il faut s'orienter, il faut penser à son avenir, ils voient le déferlement technologique arriver et des gens qui leur disent, moi, j'ai plus de métier.

Et on leur dit, vous étiez bons en mathématiques, de tout temps, on nous avait dit, si on est bons en maths, on aura quelque chose, et on dit, non, l'IA va vous remplacer. Si cette jeunesse, et évidemment, il y a aussi une inquiétude climatique depuis plusieurs années, que cette jeunesse ait des inquiétudes sur son avenir et qu'elle ait le sentiment qu'elle a été collectivement quand même bousculée par tous les événements, c'est légitime. Et ça, il faut l'entendre, il faut l'accompagner, il faut essayer de faire de notre mieux. J'ai essayé de faire de mon mieux ces dernières années. Peut-être que j'ai essayé de faire des choses bien, peut-être qu'il y en a que je n'ai pas assez bien fait. Et donc, cette jeunesse, on lui doit beaucoup. Et donc, ça, je pense qu'au-delà des violences qu'on va régler, on ne doit pas lâcher cette affaire. Merci beaucoup.